

N° 5209²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

relatif à l'agrandissement et au réaménagement du
Lycée technique de Lallange à Esch-sur-Alzette

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS

(25.11.2003)

La Commission se compose de: M. Nicolas STROTZ, Président; M. Fred SUNNEN, Rapporteur; MM. Jeannot BELLING, Niki BETTENDORF, Jean-Pierre KOEPP, Nico LOES, Jos SCHEUER, John SCHUMMER, Mme Renée WAGENER, MM. Lucien WEILER et Georges WOHLFART, Membres.

*

I. ANTECEDENTS

En date du 11 septembre 2003, Madame la Ministre des Travaux publics a déposé le projet de loi sous rubrique à la Chambre des Députés. Le projet était accompagné d'un exposé des motifs, d'un plan de construction, d'une fiche financière renseignant sur les coûts du projet et d'une fiche récapitulative renseignant sur les frais d'entretien et de fonctionnement. L'avis du Conseil d'Etat est parvenu à la Chambre des Députés le 23 septembre 2003.

Dans la réunion du 16 octobre 2003, la Commission des Travaux publics a désigné son rapporteur en la personne de Monsieur Fred Sunnen et elle a ensuite procédé à l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat.

Le rapport écrit de la Commission des Travaux publics a été adopté dans la réunion du 25 novembre 2003.

*

II. OBJET DE LA LOI

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'agrandissement et le réaménagement du bâtiment scolaire de l'ancienne annexe, située à Lallange du Lycée technique d'Esch-sur-Alzette où se trouve installé le Lycée technique de Lallange, second établissement d'enseignement secondaire technique à Esch-sur-Alzette, créé par la loi du 28 octobre 2002. Le projet tient compte de l'évolution de la population scolaire dans l'enseignement primaire et postprimaire de la région d'Esch-sur-Alzette, qui nécessite une augmentation de la capacité d'accueil du deuxième lycée technique, trente ans après la construction du bâtiment scolaire concerné. En effet, l'offre qualitative et quantitative de ce dernier ne correspond plus aux missions de formation et d'éducation actuelles de l'enseignement technique. Le projet prévoit donc également certaines structures d'accueil et un service de restauration en dehors des infrastructures techniques scolaires conformes à la société d'information actuelle.

*

III. CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE

L'exposé des motifs annexé au projet de loi sous examen renseigne sur le détail des chiffres démographiques concernant l'évolution de la population scolaire en général, et de la population scolaire au sud de notre pays en particulier. Il est toutefois indiqué de se concentrer à cet endroit sur les chiffres les plus saillants.

Depuis la rentrée scolaire 1992-1993, les effectifs d'élèves de l'enseignement postprimaire marquent un accroissement net considérable (19.654 pour 1991/92; 25.821 en 1996/97; 32.058 pour 2001/2002). Afin de déterminer l'évolution des effectifs dans les années à venir, deux facteurs sont particulièrement importants, à savoir les naissances ainsi que l'incidence du solde migratoire. Alors que l'année 1977 affichait 4.053 naissances, les années 1990, respectivement 2000 affichaient 4.936, respectivement 5.721 naissances. Autre indicateur pour démontrer l'évolution spectaculaire de la population scolaire sont les effectifs d'élèves entrant en première année de l'enseignement postprimaire. Alors qu'en 1998, 4.104 enfants de 12 ans ont effectué leur rentrée scolaire dans l'enseignement postprimaire, ce chiffre s'élève à 4.936 pour 2002. Les chiffres pour 2013 sont évalués à 5.434 élèves.

Quant au solde migratoire, l'immigration nette pour la tranche d'âge des jeunes entre 12 et 20 ans a oscillé depuis 1987 entre 500 et 800 personnes, soit entre 16 et 21% du solde global. L'immigration nette a contribué à augmenter considérablement les effectifs des classes d'âge considérées. En admettant que les paramètres demeurent inchangés, les effectifs des classes d'âge de 12 à 20 ans seront supérieurs de 31,66% en 2010 par rapport à 1997.

Il faut en outre constater que le taux de scolarité a subi un fort accroissement durant les dernières années. Le pourcentage des jeunes de la tranche d'âge de 12 à 20 ans fréquentant l'enseignement postprimaire était avant 1990 de quelque 50%. Entre 1990 et 1997 il est monté à 62%. En admettant que les paramètres ne connaissent pas de changements significatifs, l'évolution des effectifs sera la suivante:

<i>Année de projection</i>	<i>Evolution des effectifs Tranche d'âge 12-20 ans</i>	<i>Evolution des effectifs de l'enseignement postprimaire</i>	<i>1997 = 100%</i>
1997	41.294	25.732	100,0%
2003	46.010	28.664	111,3%
2007	51.119	31.847	123,7%
2010	54.368	33.871	131,6%

Concernant l'évolution des effectifs au bâtiment de Lallange et de l'enseignement primaire de la Ville d'Esch-sur-Alzette ainsi que des communes avoisinantes, le recul momentané des effectifs s'explique pour l'année 2001/02 par une réorganisation interne du Lycée Technique d'Esch-sur-Alzette. S'y ajoute pour l'année 2002/03 le transfert de la moitié des classes de 7e et de la formation paramédicale au LTE.

Alors que le bâtiment de Lallange comportait en 1988/89 745 élèves répartis sur 42 classes, l'année 2000/01 comportait 1.240 élèves répartis sur 60 classes. D'après les données publiées par le STATEC, le nombre des élèves de la commune d'Esch-sur-Alzette et des communes limitrophes ayant terminé la 6e année de l'enseignement primaire connaîtra l'évolution suivante:

<i>Année de projection</i>	<i>Prévisions</i>	<i>Prévisions (1997 = 100,0%)</i>	<i>Taux d'accroissement annuel</i>
1997	554	100,00%	
2003	1.022	184,47%	30,75%
2007	1.258	227,07%	1,44%
2009	1.136	205,05%	3,43%

Il s'ensuit que l'année 2003 connaît une croissance des effectifs des élèves des classes de 7e. Les années subséquentes connaîtront une augmentation des effectifs des classes de 8e et de 9e. En tenant compte du nombre élevé des effectifs des classes en question, il est à supposer que le nombre de classes connaîtra une évolution parallèle.

*

IV. DETERMINATION DES BESOINS EN INFRASTRUCTURES SCOLAIRES

Pour l'année scolaire 2002-2003, le Lycée Technique de Lallange comportait 48 classes dans les cycles inférieur, moyen et supérieur. Afin de disposer d'estimations fiables pour l'an 2010, il faut, d'une part, tenir compte des considérations démographiques qui laissent prévoir un accroissement des effectifs de la population scolaire de l'ordre de 25% d'ici l'an 2010. D'autre part, la loi du 28 octobre 2002 portant création du Lycée technique de Lallange prévoit dans son deuxième article que l'offre scolaire comporte également le régime préparatoire, enseignement non dispensé pour l'instant. Ceci étant, le nombre de classes pour 2010 est évalué à 78, chiffre qui est dans les limites établies par le plan directeur sectoriel „Lycées“.

La détermination des besoins en infrastructures est basée sur les horaires et programmes actuellement en vigueur, ainsi que sur une occupation moyenne de 26 leçons par semaine. Le tableau ci-après récapitule le nombre de leçons dispensées, ainsi que le nombre de salles requis:

<i>Nombre de leçons dispensées dans:</i>	<i>Cycle inférieur</i>		<i>Cycle moyen et supérieur</i>				<i>Total</i>	<i>Salles</i>
	<i>EST</i>	<i>Régime préparatoire</i>	<i>CM</i>	<i>TCM</i>	<i>XCM</i>	<i>RPC</i>		
Salles de classe	413	150	349	270	129	88	1.399	53
Salles de biologie	40	8	6	0	6	0	60	3
Salles d'histoire	45	13	22	0	0	0	80	4
Salles de géographie	34	10	0	0	0	0	44	2
Salles de chimie	16	4	0	3	0	0	23	1
Salles de physique	16	4	0	3	0	0	23	1
Salles d'informatique	25	8	35	0	0	0	68	3
Salles d'éducation musicale	7	2	0	0	0	0	9	1
Salles d'éducation artistique	41	16	0	0	0	0	57	3
Salles d'éducation physique	57	18	28	24	12	0	139	6
Ateliers polyvalents	148	88	0	0	0	0	236	10
Salles de bureautique	0	0	60	81	45	0	186	8
Bureau modèle	0	0	0	24	24	0	48	2

La réforme du cycle inférieur prévoit une organisation plus flexible et plus regroupée de certaines activités, notamment des „workshops“ dans les sciences sociales, sciences naturelles, en physique, chimie et autres. C'est dans cette optique que le programme de construction prévoit des salles supplémentaires.

*

V. CONTEXTE PEDAGOGIQUE

Le contexte pédagogique est surtout marqué par le passage d'une économie basée sur le secteur industriel vers une économie des services, ayant comme corollaire le prolongement de la scolarité de nos enfants. L'apprentissage commercial s'étant également développé par rapport à l'apprentissage industriel et artisanal, un transfert massif d'élèves des classes de cours concomitants vers les classes à plein temps s'est opéré. Les formations de quatre années relatives au bac technique et au diplôme de technicien ont connu un succès considérable ces dernières années. Finalement, l'évolution constante des technologies, avec l'avènement d'une génération de techniciens qui prendra le pas sur une génération de CATP provoquera un transfert d'élèves des classes à cours concomitants vers les classes à plein temps. Il est évident que les infrastructures scolaires doivent être adaptées dans ce sens.

De nos jours, l'enseignement secondaire technique est devenu l'ordre d'enseignement qui recrute la majorité des élèves issus de l'enseignement primaire (60%). Cette population scolaire est aujourd'hui très hétéroclite, composée d'élèves à capacités diverses, auxquels il s'agit d'offrir des formations adéquates. Afin de répondre à l'émergence croissante des nouvelles technologies informatiques, il est indiqué de prévoir dans les salles de classe les connexions multimédias modernes appropriées.

L'école est aujourd'hui également un lieu de vie pour les élèves, dans une société où la journée continue de travail constitue la règle. Il résulte un certain nombre de problèmes au niveau des structures d'accueil dans les écoles pour encadrer les enfants, dont les parents travaillent tout au long de la journée.

*

VI. PROGRAMME DE CONSTRUCTION

Le programme de construction prévoit ainsi 9 salles de classe supplémentaires à raison de 26 leçons par semaine, deux nouvelles salles d'histoire, une salle de géographie, deux salles de chimie-physique, trois unités pour l'éducation physique, sept salles de bureautique, resp. d'informatique, un bureau modèle, ainsi que cinq ateliers polyvalents. L'importance croissante de la formation continue des enseignants nécessite la création d'un auditoire polyvalent permettant des activités de formation, l'organisation de séminaires ainsi que des activités para- et périscolaires.

Etant donné que le matériel didactique et spécial actuellement utilisé dans les ateliers et les salles spéciales date des années soixante-dix et se trouve dans un état vétuste, le moment est venu pour procéder au remplacement de ce dernier.

Dès la mise en service du nouveau bâtiment du LTE à Esch-Raemerich, prévue pour septembre 2004, le LTL pourra disposer des locaux de la Place Victor-Hugo (27 classes) et de l'annexe ARBED-Schiffange du LTE (22 classes) pour la durée des travaux. Il faut toutefois relever les travaux nécessaires pour le réaménagement du site d'ARBED-Schiffange avec l'installation notamment de deux bureaux modèles et de trois salles informatiques. S'y ajoutent trois salles supplémentaires sur le site, ainsi que les moyens nécessaires relatifs au déménagement du mobilier et du matériel pédagogique.

*

VII. CONCEPTION URBANISTIQUE ET ARCHITECTURALE

La conception urbanistique du nouveau projet est soumise à divers principes urbanistiques, qui se laissent résumer comme suit:

- donner une présence au bâtiment dans la ville, afin que le lycée puisse mieux affirmer sa présence dans le contexte urbain;
- se rattacher à la géométrie urbaine afin de rendre la relation ville-bâtiment plus homogène;
- accentuer l'espace urbain autour d'une place publique, du fait que le lycée se trouve exactement sur l'axe reliant la ville et le bâtiment;
- s'accorder à l'alignement de la rue et aux gabarits des bâtiments du quartier, afin de créer une plus grande homogénéité de l'espace public de la ville;
- adapter l'organisation de la parcelle aux nouvelles contraintes fonctionnelles, à savoir l'installation d'une gare des bus comportant six quais pour 12 autobus, l'installation d'un parking réservé aux

voitures des professeurs ainsi que l'instauration de la cour de récréation plus éloignée de la voie publique;

- mettre en valeur des zones vertes;
- modifier la composition introvertie du bâtiment en profitant du grand terrain pour l'ouverture du bâtiment.

Les principes architecturaux du projet sont à résumer comme suit:

- former un seul complexe cohérent et homogène, aussi bien du point de vue fonctionnel qu'esthétique, en absorbant les anciens bâtiments par l'extension;
- utiliser l'approche urbanistique pour la composition et l'organisation des espaces intérieurs de l'ensemble, tout en soumettant la planification du bâtiment aux règles et exigences de la création des espaces clairement définis et de la circulation piétonne, caractéristique de l'urbanisme. Du fait que les espaces publics intérieurs sont à considérer comme la prolongation de la ville dans l'édifice, l'étendue du complexe et de ses volumes diversifiés le prédestine à être perçu comme une petite cité comportant des espaces, des liens et des circulations;
- respecter la clarté de l'organisation fonctionnelle du projet existant;
- respecter le projet existant dans sa composition orthogonale;
- respecter la structure portante du projet existant;
- offrir une expression particulière, liée à sa fonction, à chaque composante, tout en gardant l'homogénéité de l'ensemble;
- prévoir des zones de circulation et les surfaces communes plus vastes et plus attractives et qui rendent compte de l'augmentation du nombre d'élèves;
- utiliser un langage simple, sobre et élégant dans l'expression des volumes et des façades;
- traiter la lumière comme „un des matériaux de construction“¹;
- respecter le style architectural du bâtiment de 1976, tout en mettant l'accent sur son importante évolution.

*

VIII. DESCRIPTION SUCCINCTE DE LA CONCEPTION FONCTIONNELLE DU LYCEE

Le programme de construction du Lycée technique comporte les infrastructures d'accueil et d'activités communes, les infrastructures d'enseignement (salles de classe, laboratoires, ateliers, gymnase et piscine) ainsi que les infrastructures administratives. Celles-ci seront complétées par les infrastructures de conférences, les locaux des professeurs et les infrastructures de service techniques et sanitaires.

Les infrastructures d'accueil et d'activités communes comprennent

- la zone d'entrée qui se distingue notamment par une structure vaste, légère et transparente. Presque une partie de la cour extérieure elle mène les élèves de l'entrée vers le préau central ou vers les classes. La majorité des salles de cours se trouve dans la nouvelle extension. L'entrée principale est mise en valeur grâce à sa position à l'avant du bâtiment;
- le préau central qui occupe la zone centrale du complexe;
- les vestiaires pour l'intégralité des élèves;
- la structure d'accueil qui constituera le lieu de séjour pour les élèves. Par sa forme particulière liée à sa fonction, la zone réservée aux élèves se différencie du reste du complexe. La structure d'accueil s'accroche à un axe de circulation important. De par sa forme et son orientation, il semble drainer les élèves vers la cour de récréation. La subdivision en zones et annexes lui assure une certaine intimité ainsi qu'une atmosphère jeune;
- la cantine assure un service rapide et efficace. Une zone séparée est prévue pour les repas du corps enseignant;

¹ Alvaro Siza

- la salle des fêtes et d'examens constitue un élément posé dans le volume de l'agora;
- la médiathèque est placée en liaison directe avec le préau central, devenant un lieu facilement accessible pendant les récréations. La médiathèque est équipée avec des outils multimédias.

Les *infrastructures d'enseignement* comprennent

- 53 salles de classe qui ont des dimensions de 64,8, 76,9 et de 79,7 m²;
- les différents laboratoires sont regroupés dans les blocs histoire – géographie, sciences (chimie-physique), informatique, bureau modèle – laboratoire secrétariat et éducation artistique;
- les ateliers comprennent en premier lieu des ateliers d'initiation aux métiers et ne comportent pas de machines lourdes;
- la nouvelle salle de sport se situe entre la piscine existante, qui est rénovée, et le gymnase existant. Cette salle permet d'organiser simultanément trois terrains de jeux pour les sports d'équipe, ou même un grand terrain pour les compétitions. La salle de tennis de table occupe la mezzanine au-dessus des vestiaires.

L'*administration du lycée* se trouve à proximité de l'entrée principale. Le secrétariat des élèves est placé à part afin de garantir la facilité d'accès à un grand nombre d'élèves.

La *grande salle de conférences* est facilement accessible depuis le parking, et se situe à toute proximité des différentes salles didactiques du complexe. Deux *salles adjacentes* sont prévues pour les conseils de classe. La grande particularité réside au niveau des cloisons mobiles qui permettent, en cas de réunion importante, d'unifier les deux salles et la grande salle afin d'accueillir un nombre important de participants.

L'*infrastructure de service* comprend, d'une part, les ateliers de maintenance pour les travaux de serrurerie, de menuiserie et de l'électrotechnique. Les ateliers équipés de matériel léger et d'un dépôt sont situés dans la zone des ateliers. Il est également prévu d'instaurer un dépôt pour le matériel d'entretien des espaces verts avec un garage pour le tracteur du jardinier. D'autre part, la cuisine est aménagée à proximité immédiate de la cour de livraisons.

*

IX. CONCEPTION DE LA CONSTRUCTION

Il est important de relever que le projet portant sur l'extension du Lycée technique de Lallange comporte aussi bien des travaux de transformation touchant aux structures des bâtiments existants que la construction de nouveaux bâtiments. S'appuyant sur une analyse sur l'aptitude des structures existantes à supporter les charges qui découlent de leur fonction, ainsi que sur les potentialités d'extension de l'ensemble existant, un certain nombre d'interventions ont été décidées qui visent

- à augmenter la capacité portante de structures verticales (colonnes) et assainir le béton atteint par la carbonatation;
- à augmenter la rigidité et la capacité portante des dalles et poutres exposées à de nouvelles charges pour lesquelles elles n'ont pas été dimensionnées au départ;
- à remplacer les façades existantes atteintes par une carbonatation généralisée;
- à démolir des parties de bâtiments et remplacer celles-ci par de nouvelles structures s'adaptant aux formes et fonctions du nouveau projet.

*

X. INSTALLATIONS TECHNIQUES

Pour le détail des installations électriques, de chauffage-ventilation, et sanitaires, il est renvoyé à l'exposé des motifs.

*

XI. ASPECT FINANCIER

Le projet de loi était accompagné d'un devis estimatif renseignant sur le coût global du projet et d'une fiche récapitulative relative aux coûts de consommation et d'entretien annuels (conformément à l'article 79 du chapitre 17 de la loi du 8 juin 1999 portant a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat). Le devis du projet de loi s'élève à 98.000.000 euros. Une somme de 6.431.000 euros y est réservée pour les équipements spéciaux. L'indice semestriel des prix à la construction s'élève à 569,61 au 1er octobre 2002. Les dépenses sont imputables au Fonds d'investissements publics scolaires.

Le total des frais d'exploitation et provisions annuels s'élève à 3.892.000 euros. Le total des frais d'exploitation annuels s'élève à 2.785.000 euros.

*

XII. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat se demande si la distinction faite, d'une part, entre le coût total des dépenses et, d'autre part la partie du coût total réservée aux équipements spéciaux, ne s'avérera pas trop contraignante dans la pratique. A l'exception de cette observation, le Conseil d'Etat marque son accord au projet de loi qui s'intègre bien dans le cadre de la revalorisation de la friche industrielle de Belval-Ouest et partant aide à redynamiser la vie économique de cette région du pays.

*

XIII. TRAVAUX DE LA COMMISSION

La Commission s'est demandé s'il n'aurait pas été préférable de procéder à la destruction du lycée entier, et de reconstruire à neuf, compte tenu du coût élevé du projet sous rubrique. Selon les explications du Ministère, une destruction pure et simple de l'existant ne se justifierait en aucun cas, même s'il est établi que les bâtiments actuels présentent des défauts considérables. Quant au coût du projet, il faut toutefois prendre en considération que ce chiffre ne couvre pas uniquement les rénovations des infrastructures existantes, mais qu'à côté de ces travaux, vingt nouvelles salles, un hall sportif ainsi que de nouveaux ateliers seront construits. Un certain effort architectural est à faire pour la transformation des immeubles existants afin de mieux les intégrer dans le quartier de Lallange. La durée pour les travaux est fixée à trois ans.

La Commission a souhaité recevoir des informations sur le coût de la construction par m³ afin d'éviter des calculs divisant le coût total de la construction dans le devis par le total du volume bâti, et donnant des prix incorrects.

Quant à la cantine, il est précisé qu'elle peut accueillir 250 élèves par service, deux services étant prévus. Il est à supposer que les autres élèves se rendront à la cafétéria à midi ou n'utiliseront aucun des services offerts. Certains membres de la Commission ont critiqué l'instauration d'une salle à part pour le corps enseignant. Il est par ailleurs précisé que la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Esch/Alzette ne desservira pas le quartier de Lallange.

En matière d'isolation du bâtiment dans l'optique d'une éventuelle réduction d'énergie, il est précisé qu'une rénovation d'un bâtiment existant ne permet pas d'aller aussi loin qu'avec une construction nouvelle.

La standardisation visée dans le contexte des bâtiments scolaires a en principe été respectée pour des raisons de rapidité d'exécution des projets ainsi qu'en vue d'une réduction des coûts. L'Administration des Bâtiments publics s'efforce toutefois de tenir compte, dans la mesure du possible, des demandes de la direction du lycée en question. Dans le cas sous rubrique, les enseignants ont également été consultés.

*

XIV. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er

Le Conseil d'Etat propose de libeller l'article 1er comme suit:

„**Art. 1er.**– Le Gouvernement est autorisé à faire procéder à l'agrandissement et au réaménagement des bâtiments scolaires du Lycée technique de Lallange à Esch-sur-Alzette.“

La Commission décide de se rallier au Conseil d'Etat.

Article 2

Le Conseil d'Etat propose de remplacer les abréviations „EUR“ par le terme „euros“ qui est à insérer à la suite des montants exprimés en chiffres. La Commission se rallie au Conseil d'Etat. Vu les appréhensions exprimées par le Conseil d'Etat au sujet des problèmes pratiques risquant d'être provoqués par la distinction opérée entre le total des dépenses et la partie réservée aux équipements spéciaux – craintes qui sont partagées par les responsables du Ministère des Travaux publics – la Commission a décidé de supprimer la deuxième phrase de l'article 2 et d'adapter la troisième phrase en conséquence en écrivant „ce montant“ au lieu de „ces montants“.

Article 3

L'article 3 n'appelle pas d'observation.

Article 4

Pour des raisons de clarté, le Conseil d'Etat recommande de libeller l'article 4 comme suit:

„**Art. 4.**– Par dérogation à l'article 12b) de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, la durée des contrats et marchés relatifs aux travaux, fournitures et services à exécuter en vertu de la présente loi peut excéder trois exercices, y non compris celui au cours duquel ils ont été conclus.“

La Commission se rallie à la proposition du Conseil d'Etat.

*

XV. TEXTE COORDONNE

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Travaux publics invite la Chambre des Députés à adopter le projet de loi sous rubrique dans la teneur ci-après:

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

PROJET DE LOI

**relatif à l'agrandissement et au réaménagement du
Lycée technique de Lallange à Esch-sur-Alzette**

Art. 1er.– Le Gouvernement est autorisé à faire procéder à l'agrandissement et au réaménagement des bâtiments scolaires du Lycée technique de Lallange à Esch-sur-Alzette.

Art. 2.– Les dépenses occasionnées par la présente loi ne peuvent pas dépasser la somme de 98.000.000 euros. Ce montant correspond à la valeur 569,61 de l'indice semestriel des prix à la construction au 1er octobre 2002. Déduction faite des dépenses déjà engagées par le pouvoir adjudicateur, ce montant est adapté semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix à la construction précité.

Art. 3.– Les dépenses sont imputables à charge des crédits du Fonds d'investissements publics scolaires.

Art. 4.– Par dérogation à l'article 12b) de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, la durée des contrats et marchés relatifs aux travaux, fournitures et services à exécuter en vertu de la présente loi peut excéder trois exercices, y non compris celui au cours duquel ils ont été conclus.

Luxembourg, le 25 novembre 2003

Le Rapporteur,
Fred SUNNEN

Le Président,
Nicolas STROTZ

